

Un pacte d'affaires avec l'économie sociale

De grandes organisations publiques s'engagent à mettre à profit les entreprises collectives

MARCO BÉLAIR-CIRINO

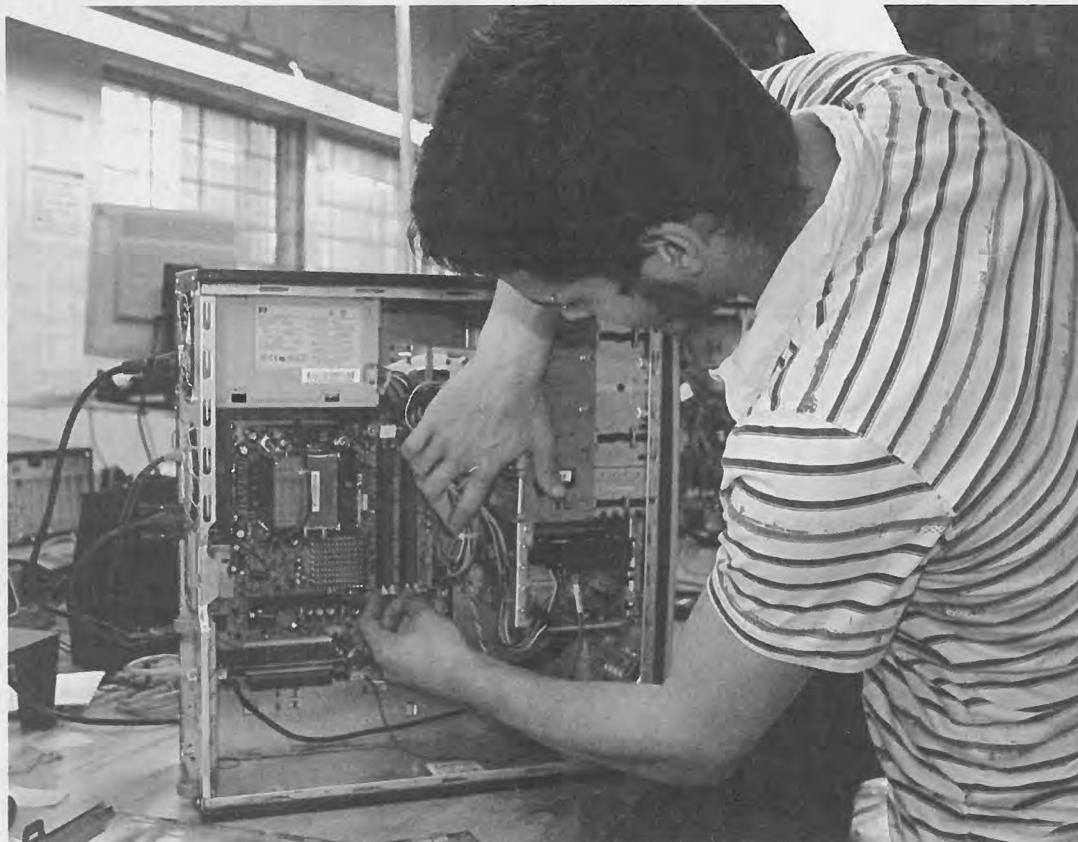
Six organisations publiques, dotées de budgets de centaines de millions de dollars, s'engagent à faire tourner à fond l'économie sociale. La Ville de Montréal, la Commission scolaire de Montréal, la Conférence régionale des élus de Montréal, l'Office municipal d'habitation de Montréal, le Centre hospitalier de l'Université de Montréal et le Collège Ahuntsic ont donné le coup d'envoi jeudi du projet-pilote «L'économie sociale, j'achète!».

Des représentants des six organisations ont signé *La déclaration d'engagement à l'achat public auprès des entreprises collectives*, promettant de se tourner au besoin vers des entreprises triées sur le volet par le Comité d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM). «Les entreprises d'économie sociale sont, plus que jamais, prêtes à faire des affaires avec les institutions publiques. Elles ont fait leurs preuves», a déclaré la présidente du CESIM, Edith Cyr, lors du lancement du projet-pilote au théâtre Aux Écuries. L'exercice ne consiste pas à offrir un «traitement privilégié» à ces PME qui cherchent autre chose que le profit, a-t-elle expliqué. «Chaque institution a ses politiques en matière de contrats qu'elle respectera dans le cadre du projet-pilote. Cependant, les marchés publics offrent de nombreuses opportunités pour les entreprises d'économie sociale, qu'il s'agisse de contrats de gré à gré, d'appels d'offres sur invitation ou d'appels d'offres publics.»

Le CESIM fera la promotion de 27 entreprises bien ancrées dans le mouvement de l'économie sociale. Spécialisées dans l'agriculture urbaine, l'entretien ménager, l'impression, la manutention ou les services informatiques... : «[elles] ne sont qu'un échantillon de la diversité des entreprises d'économie sociale présentes sur le territoire montréalais», a précisé M^{me} Cyr.

La directrice de la cuisine collective d'Hochelega-Maisonnette, Nicole Forget-Bashonga, espère «mieux comprendre» les rouages des processus d'appels d'offres des organisations publiques au terme du projet-pilote. «[Par la suite, cela] nous permettrait de participer à ces activités économiques et ainsi d'accroître notre chiffre d'affaires et notre mission sociale», a-t-elle lancé.

Les entreprises d'économie sociale ont effectué une percée «marginale» du secteur public au fil des dernières années, a confié M^{me} Cyr. Elles réussissaient bon an mal an à mettre la main sur des contrats totalisant moins de



SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ANGUS

Insertech, qui redonne une seconde vie aux ordinateurs défectueux ou désuets, fait partie de la liste des entreprises d'économie sociale retenues pour le projet-pilote.

15 millions de dollars de la Ville de Montréal, qui est pourtant dotée d'un budget de plus de 4 milliards de dollars. «Traditionnellement, les entreprises d'économie sociale se restreignaient elles-mêmes d'aller vers des gros marchés comme ceux-là [parfois déjà occupés par certains acteurs qui] tiraient les ficelles», a ajouté Olivier Rousseau de la Caisse d'économie solidaire Desjardins.

Le CESIM s'est employé à faire tomber des dispositions législatives et réglementaires qui écartaient les OSBL des contrats publics, de même que les «préjugés» entourant les entreprises souscrivant aux principes de l'économie sociale. «En quoi c'est différent de faire affaire avec des entreprises d'économie sociale? [...] En plus d'avoir un produit ou un service qui répond à nos besoins, on s'assure de retombées pour notre communauté: création d'emplois, réinsertion sur

le marché du travail, revitalisation de nos quartiers, protection de notre environnement, etc., a dit M^{me} Cyr. Et elles offrent des produits de qualité à prix compétitifs.»

En plus de générer des revenus de quelque 2 milliards de dollars par année, l'économie sociale maintient plus de 60 000 emplois à Montréal. «Les chiffres le démontrent, l'économie sociale est cruciale pour la santé économique du Québec», a fait valoir le député de Sainte-Marie-Saint-Jacques, Daniel Breton, aussi présent au théâtre Aux Écuries. Au Québec, l'économie sociale, c'est plus de 7 000 entreprises collectives, coopératives, mutuelles et OSBL, 125 000 emplois, et 7 milliards de chiffres d'affaires, soit environ 8% du PIB du Québec, a ajouté le «membre à vie» de la COOP de l'UQAM.